

M. Hjira expose les mesures prévues dans l'agenda gouvernemental prioritaire en matière d'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 07-09-2011 20:41:39

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'espace, Ahmed Taoufiq Hejira a tenu, mardi à Rabat, une séance de travail avec les inspecteurs régionaux de son département et les directeurs des agences urbaines consacrée au suivi des mesures gouvernementales revêtant un caractère social prioritaire.

Pour M. Hejira, cette réunion s'inscrit dans les traditions de dialogue, de concertation et d'écoute mutuelle entre le ministère et ses représentations régionales.

Elle revêt aujourd'hui une dimension particulière dans le contexte de l'agenda arrêté par le gouvernement et qui concerne la mise en oeuvre immédiate de 50 mesures prioritaires ayant un impact sur le vécu quotidien des citoyens et qui sont susceptibles d'être mises en oeuvre avant fin 2011, a-t-il expliqué dans une déclaration à la MAP.

La réunion avec les inspecteurs régionaux et les agences urbaines, a ajouté M. Hejira, vise à concrétiser la volonté du gouvernement de mettre en oeuvre "de manière rapide et efficace" les mesures inscrites sur son agenda prioritaire.

Le ministre a appelé à cette occasion les directeurs des agences urbaines et les inspecteurs régionaux à prendre les mesures qui s'imposent pour faciliter la mise en oeuvre des projets déjà programmés et mener à terme les chantiers en cours avant la fin de l'année.

Les axes d'intervention du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace dans le cadre de l'agenda prioritaire du gouvernement concernent notamment les domaines du développement rural, de la promotion immobilière et de l'urbanisme.

S'agissant de la promotion immobilière, le ministère oeuvre à faciliter l'acquisition par les citoyens cibles des logements sociaux à 250.000 DH, a affirmé Mme Mounia Lahlou, directrice de la promotion immobilière au ministère.

Quelque 100.000 logements sociaux à 250.000 DH sont mis en chantier actuellement et 100.000 autres le seront pour l'exercice 2011-2012, a-t-elle indiqué dans une déclaration à la MAP, ajoutant que 1.300 logements à 140.000 DH au profit des ménages dont le revenu ne dépasse pas 5,1 pc du salaire minimum sont fin prêts et ne sont pas encore attribués dans différentes régions du Royaume.

Mme Lahlou a également fait état des efforts de son département pour lutter contre la corruption et instaurer la transparence dans les secteurs foncier, de l'habitat et de l'urbanisme, précisant qu'une convention avec l'Instance centrale de prévention de la corruption (ICPC) est en cours de finalisation pour identifier et mettre en oeuvre les mesures à prendre afin de lutter contre ce fléau dans ces

secteurs qui impliquent beaucoup d'intervenants.

En matière de développement rural, plus de 40 projets ont fait l'objet de conventions ente le ministère, les localités rurales concernées et le fonds du développement rural (FDR), a précisé à la MAP, Abdelouahed Fikrat, directeur de l'aménagement du territoire au même département.

Ces projets pour lesquels l'action et la mobilisation des inspecteurs régionaux sont aujourd'hui sollicitée, a-t-il expliqué, s'inscrivent dans le cadre d'une démarche territoriale, intégrée et contractuelle qui écarte la logique sectorielle et créé une véritable synergie entre les différents intervenants.

Ces projets, a-t-il ajouté, vont de la construction d'une maison de jeunes et la réfection d'une piste, au réaménagement d'un système d'irrigation, en passant par des projets de proximité ayant un impact direct sur la population.

La séance de travail a également porté sur la nécessité d'accélérer la cadence au niveau des agences urbaines en matière de délivrance des permis de construire et de faciliter davantage l'accès au logement social. .

MAPF